

Nos lecteurs écrivent...

Nous avons reçu de nos lecteurs de la région de Caen un abondant courrier. Ils nous apportent ainsi des précisions sur le déroulement de la lutte courageuse des ouvriers de cette région et sur le rôle qu'y ont joué les organisations syndicales. Aussi nous empressons-nous d'en publier de larges extraits auxquels nous n'ajoutons que quelques réponses partielles.

Les ouvriers de la SAVIEM sont en grande majorité issus de la paysannerie. Fils de paysans, parfois anciens agriculteurs eux-mêmes, ils ont dû aller chercher du travail à Caen. La crise paysanne les a chassés du bocage et de la plaine. (Les Caennais, eux, vont chercher du travail dans la vallée de la Seine). Ce sont surtout des jeunes — la moyenne d'âge est de 28 ans — ils sont employés au-dessous de leur qualification : le personnel est peu stable (la moitié renouvelée en quatre ans). Dans les usines à personnel féminin, comme à la SAVIEM, les organisations syndicales et politiques sont peu implantées. Toutes ces usines n'avaient aucune tradition propre de lutte.

Le phénomène de radicalisation des secteurs les moins organisés et les moins conscients, au départ, de la classe ouvrière, a déjà été reconnu comme un indice de passage d'une situation non-révolutionnaire à une situation pré-révolutionnaire. La classe exprime, sans déformation, sa combativité.

(Notre lecteur fait là une petite erreur : il est vrai que l'arrivée sur le théâtre des luttes ouvrières de la partie du prolétariat qui a le moins de traditions d'organisation et de

passé politique est signe d'un changement. Mais aujourd'hui le changement ne saurait être assimilé au passage d'une situation non révolutionnaire à une situation pré-révolutionnaire. En effet, ce passage-là est précédé d'autres luttes menées par l'avant-garde consciente du mouvement ouvrier ; l'arrivée sur la scène politique des secteurs les plus en retard du mouvement ouvrier prouve alors que les mots d'ordre de l'avant-garde sont devenus une évidence pour toute la classe et ce après des expériences faites au cours des combats. Nous n'en sommes pas encore là. Caen, tout comme Besançon et Le Mans a mis en évidence les conséquences de la politique patronale de décentralisation et les potentialités de ce jeune prolétariat drainé de la campagne vers les nouveaux centres industriels. Qu'il faille miser sur les possibilités d'évolution rapide de ces nouvelles forces, cela est indéniable d'autant que la dynamique de leur lutte les conduira rapidement à une remise en cause des directions bureaucratiques qui les freinent.)

"La Saviem vaincra"



Il existe à Caen quelques étudiants de l'U.J.C.M.L. Depuis quelques mois, ils n'apparaissent plus publiquement comme organisation politique indépendante, mais s'effaçaient derrière le Courrier du Vietnam. Ces dernières semaines, faisant preuve d'une grande activité, prenant en mains les rennes de l'A.G.E.C.-U.N.E.F. devant l'impuissance du P.S.U., ils calquèrent avec application le schéma vietnamien. Ils « sont allés aux ouvriers » et les seuls qu'ils connaissaient étaient des jeunes de la C.F.D.T. Le peuple, c'était eux. « Tous unis, les 4800 travailleurs de la Saviem vaincraient le patronat », écrivaient-ils. Sans analyse politique, sans analyse économique, l'U.J.C.M.L. s'est mise à la remorque de la C.F.D.T. et de ses mots d'ordre, allant jusqu'à tenter de saboter la collecte faite à l'initiative de la J.C.R., « les ouvriers ne l'ayant pas demandée ».

Par ailleurs, régressant au niveau trade-unioniste, ils suspendaient pendant cette période la vente du Courrier du Vietnam, au moment où le Front lançait l'offensive.

(F.N.L. Vaincra ! Gong vaincra ! La Saviem vaincra ! Ce sont là les mots d'ordre des « marxistes-léninistes », et ils ont raison... un petit peu. Historiquement, il est vrai que les peuples du monde entier vaincraient l'impérialisme et le capitalisme. Mais ils ont tort... et beaucoup, lorsqu'ils donnent à ces mots d'ordre une sonorité fataliste. La F.N.L. vaincra, le mouvement ouvrier international vaincra, si la victoire est un but et non une fatalité, et si les moyens sont trouvés d'atteindre ce but.)

Dernière minute : Un communiqué d'«UNIR» à propos de la déclaration P.C.F.-F.G.D.S.

Nous avons reçu du collectif responsable d'UNIR un communiqué à propos de l'accord P.C.F.-F.G.D.S., dont nous extrayons les passages suivants :

« Le collectif prend acte que le Comité Central a été convoqué uniquement pour RATIFIER un texte qu'il n'avait plus le pouvoir de modifier, et alors que sa publication avait été annoncée pour le jour même (...) Il convient de préciser et de répandre qu'il ne s'agit pas du programme commun évoqué lors des élections présidentielles de 1965, ni de la « plate-forme commune », projet en retrait évoqué récemment, mais seulement d'une Déclaration commune formelle, de type

électoral et parlementariste dont on peut affirmer qu'elle n'engage réellement — et de façon toute relative — que les négociateurs. »

« Sur le plan de la politique extérieure, le refus F.G.D.S. de se prononcer pour la rupture du Pacte Atlantique, pour la reconnaissance de la République Démocratique Allemande, « l'importance capitale » qu'elle attache à « l'Europe des Six », avec admission de l'Angleterre, s'ajoute aux divergences vagues sur le conflit du Vietnam, sur le conflit israélo-arabe et rend tout gouvernement commun impossible sans concessions fondamentales : la F.G.D.S. ne les fera pas ! »

DÉCLARATION DU P. C. I. POUR LA LIBÉRATION DE KALIL TOUAMÉ

Le Parti Communiste Internationaliste (section française de la IV^e Internationale) s'associe à toutes les manifestations en faveur de l'étudiant arabe Kalil Touamé, membre de l'Organisation Socialiste Israélienne, poursuivi devant un tribunal militaire israélien. Le sens des poursuites contre lui est clair : le chauvinisme déchaîné en Israël d'autant plus fortement que la victoire militaire n'a fait qu'aggraver la situation au lieu de la résoudre, veut étouffer l'affirmation de la nécessaire solidarité des travailleurs arabes et juifs pour le triomphe de la ré-

volution socialiste au Moyen-Orient, seul cadre dans lequel pourra se trouver une solution pour les Juifs qui y vivent.

La lutte pour la libération de Kalil Touamé est un appui aux forces qui, seules, vont à l'encontre d'une nouvelle guerre dans cette partie du monde.

Nous saluons la manifestation qui a eu lieu lundi dernier de la part d'un groupe d'étudiants et de professeurs de l'Université hébraïque de Jérusalem en solidarité avec Kalil Touamé.

POURQUOI LA GREVE DE LA SAVIEM A CAEN A-T-ELLE ECHOUÉ ?

La grève de la SAVIEM à Caen a échoué. Les ouvriers ont été l'objet d'une cruelle farce : la C.F.D.T. majoritaire à la SAVIEM a fait voter une grève illimitée sans l'avoir préparée, pensant qu'elle durerait au plus « deux jours ». La C.G.T. en public approuvait la grève mais la condamnait et s'efforçait de la faire cesser, en comité restreint. La police a profité de la veulerie des directions pour tendre aux ouvriers un guet-apens...

Pour attirer les ouvriers, les dirigeants C.F.D.T. se veulent plus révolutionnaires que la C.G.T. ; ils font voter une grève illimitée et déclarent : « La solution est de ne reprendre le travail que lorsque nous aurons obtenu satisfaction » (M. Aussant). Rodomontades !

Ces dirigeants se retrouvent d'accord avec les bureaucrates de la C.G.T. pour recommander aux grévistes, après les émeutes, d'éviter « à tout prix » les contacts avec le service d'ordre. Ils demandent un vote secret sur le bien-fondé de la poursuite de la grève quand aucune satisfaction n'a été obtenue au bout de 11 jours (espérons que les grévistes sont lassés et sauvons la face) ; quand la majorité des votants s'est prononcée pour continuer la lutte (502 sur 774), ils

Quelle a été pendant toute cette période l'attitude des organisations ouvrières ?

La C.F.D.T. est l'organisation majoritaire dans le secteur considéré, c'est-à-dire les trois usines : Saviem, Jaeger et Sonormel. Et la C.F.D.T. s'est trouvée coincée entre sa politique de gauchisme verbal et ses « responsabilités » d'organisation majoritaire : on lance in-extremis un mouvement non préparé pour éviter le mouvement spontané ; on propose le mot d'ordre de grève illimitée pour tenter de reprendre en mains un mouvement que l'on contrôle peu, on reporte l'élection d'un comité de grève, on reporte systématiquement les premières collectes pour démontrer l'efficacité du fonds de grève C.F.D.T. (versé aux seuls syndiqués) et pour asphyxier le mouvement. Ainsi, le 26 janvier, un secrétaire départemental C.F.D.T. s'adressait aux ouvrières de la Sonormel en disant : « Demain, entre 5000 et 6000 travailleurs caennais seront en grève ; n'attendez aucun secours, cela n'est pas possible ». Dans le même temps il déconseillait la collecte.

La C.F.D.T. n'a pas été la dernière à chercher le compromis. Ainsi, là où les grévistes demandaient 4 et 4,5 %, le responsable C.F.D.T. a proposé de reprendre le travail après l'accord de la direction pour 3,50 et 3,75 %, alors que la grève continuait ; les grévistes quasi-unanimes ont refusé. Pour 0,50 % ? Il serait naïf de le croire. Parce qu'elles voulaient avant tout remporter une victoire complète sur leurs patrons, et rester ensemble dans la lutte. Et les bonzes de la C.F.D.T. ont dû remettre dans leur poche leur beau compromis. Mais toute cette politique n'excluait pas les discours incendiaires, dont le ton avait été donné le 13 décembre par l'orateur C.F.D.T. qui réclamait une grève dure — comme les paysans — de longue durée pour enfin obtenir... des négociations véritables avec le patronat.

La politique du P.C.F. et de la C.G.T. ne surprendra personne : tentatives multiples pour circonscrire le mouvement ; dénonciation des « violences d'où qu'elles viennent », dénonciation (en privé) de l'aventurisme de la C.F.D.T. (sic). « L'amélioration des conditions de vie des travailleurs ne dépend pas de l'agitation aventuriste de quelques groupuscules que nous dénonçons, mais de l'action de masse et de l'unité de la classe ouvrière » (tract C.G.T.).

Et ces brillantes propositions : face aux provocations policières et à l'intransigeance patronale ; réalisons « l'union de la gauche sur un programme commun de gouvernement » (tract P.C.F.).

« Pour relancer l'économie dans le contexte actuel, il faut développer la consommation intérieure qui, elle, absorbe 85 % de la production nationale » (tract C.G.T.)...

F.O., ultra-minoritaire, s'est formellement associée au mouvement bien que, de l'aveu du responsable, on trouvait au bout de quelques jours plus de non-grévistes que de grévistes dans les rangs de la section F.O.-Saviem.

affirmer, malgré les protestations des grévistes, que de toutes façons, le vote est faussé par l'absence de trop de camarades et qu'il faut reprendre le travail...

Quant à la direction C.G.T., elle a tout fait pour entraver le mouvement. Au P.C.F., on se réunit pour déplorer « l'aventurisme » de la C.F.D.T., le vote d'une grève illimitée, on juge « inconsidérée » la lutte des ouvrières chez Moulinex qui voudraient organiser une seconde journée de grève...

Les événements ont contribué enfin à favoriser la différenciation à l'intérieur du P.C.F. Tel membre du service d'ordre, transformé par la lutte, pilotait un militant J.C.R. d'un piquet de grève à un autre. Tel responsable à la jeunesse (on sait ce que ça veut dire dans une ville où la J.C.R. est implantée) répétait dans son parti que les travailleurs de la S.M.N. auraient dû venir dès le 27 à la rescousse des grévistes... De fait, le programme commun-panacée universelle, les voies pacifiques et autres volailles réformistes ont commencé à perdre des plumes dans leurs envois affolés. Le « gauchisme » a déjà introduit

son vilain museau dans le poulailler du père Waldeck. Les militants révolutionnaires préconisent et organisent la coordination et la généralisation des luttes, comme seul moyen de triompher des directions patronales et de leur commun serviteur l'Etat. L'objectif à atteindre par ces luttes d'ensemble, selon nous, dans la phase qui s'ouvre à présent, c'est, pour démasquer l'imposture des directions patronales qui orientent misère, le libre accès des travailleurs aux comptes des entreprises : luttons maintenant pour l'OUVREMENT DES LIVRES DE COMPTES.

(Tous l'enthousiasme des jeunes qui ont partagé la lutte des grévistes de Caen se retrouve dans cette lettre. Mais notre lecteur devra admettre que si la jeunesse étudiante s'est placée aux côtés des travailleurs même dans

les moments les plus difficiles de la lutte, il est un peu hâtif d'en tirer la conclusion que les militants révolutionnaires « organisent » la coordination et la généralisation des luttes.)

Nous souhaitons que tous nos lecteurs prennent nos amis caennais en exemple et n'hésitent pas à nous faire part de leurs observations, voire de leurs critiques. Cela nous aiderait sérieusement à améliorer ce journal.

La permanence de notre journal se tient :

95, rue du Faubourg-Saint-Martin, PARIS-10^e

Tous les jours de 14 h 30 à 18 h

Tél. : 206-70-09

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM

ADRESSE

TARIF : ● 1 An : 10 F — ● Sous pli fermé : 15 F.

● De soutien : 20 F.

Retourner ce bulletin à : Société d'Édition Internationale

95, rue du Faubourg Saint-Martin, PARIS-10^e

C.C.P. BOUYER 15285-16 - PARIS